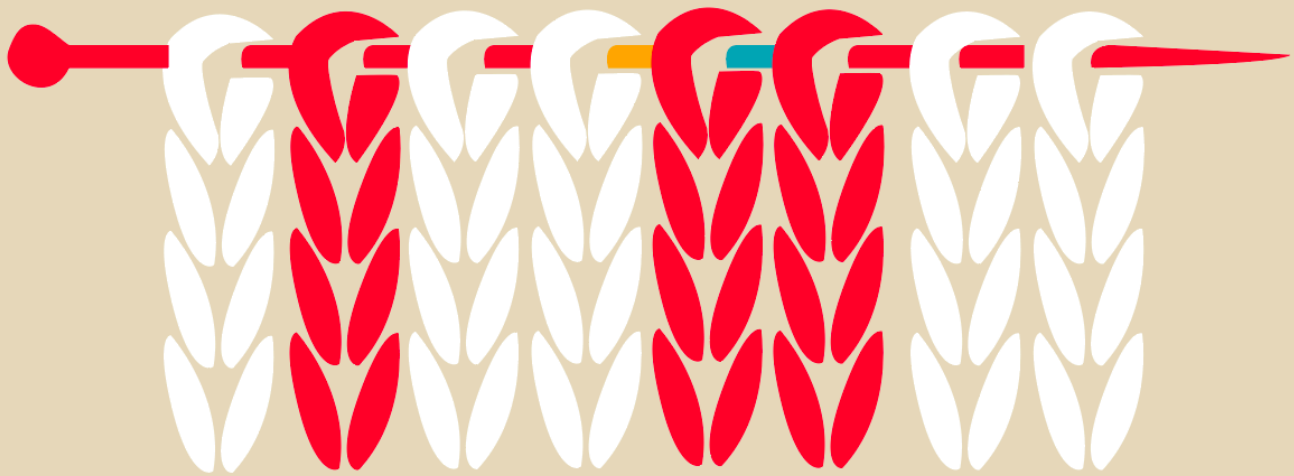


Programme

COLLOQUE INTERNATIONAL LES FIBRES DE LA SOLIDARITÉ



La démocratisation du travail,
50 ans après

Tricofil :

leçons, inspirations et comparaisons

5-6 mars 2026

UQO

Campus de Saint-Jérôme
5, rue Saint-Joseph
Saint-Jérôme (Québec)



Desjardins

Caisse d'économie solidaire



Réseau COOP



Solidaire depuis 1921



Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

JEUDI 5 MARS

8h30 **Accueil**

9h00 **Mots de bienvenue**

Murielle Laberge, rectrice de l'UQO · Pascal St-Onge, conseiller municipal de Saint-Jérôme · Thomas Collombat, directeur adjoint du CRISES · Marie-Pierre Boucher, responsable du Pôle UQO du CRISES

9h30 **Tricofil : entre contraintes économiques, contexte social et expérience ouvrière**

Le récit souvent associé à Tricofil est celui d'un « canard boiteux », symbole d'une entreprise non rentable et dépendante des subventions de l'État. Or, des recherches récentes tendent à nuancer fortement cette interprétation. Elles montrent que l'usine Tricofil était globalement rentable et que sa fermeture ne résulte pas d'une faillite inévitable, mais plutôt de décisions politiques et d'un contexte économique défavorable.

Dans un premier temps, Olivier Lamanque Galarneau présentera le contexte socioéconomique dans lequel s'inscrit l'expérience autogestionnaire de Tricofil. Il analysera les dispositions préalables des travailleurs ayant rendu possible la reprise des moyens de production, ainsi que les obstacles structurels et récurrents auxquels les coopérateurs ont été confrontés.

Un dialogue entre Paul-André Boucher et André Leclerc portera ensuite sur l'expérience de Tricofil et sur le contexte social, économique et syndical du Québec de l'époque. Paul-André reviendra sur son expérience à la Regent Knitting Mills et à Tricofil, en mettant en lumière les contraintes et résistances auxquelles les travailleurs ont fait face. Ce dialogue se terminera par l'analyse des retombées de cette expérience pour le développement des coopératives de travail et de l'économie sociale.

Enfin, Louis-Maxime Joly abordera la question du financement, de la rentabilité du projet autogestionnaire et des conditions économiques nécessaires à sa viabilité.

Des éléments importants que nous pouvons retenir de cette expérience, où Tricofil a participé à une suite de développements au Québec, en ce qui a trait aux réseaux des coopératives et de l'économie sociale que nous connaissons aujourd'hui. Il est fondamental de revenir sur cette expérience pour apprendre du passé, afin de se préparer à l'avenir et reconnaître ce qui est déjà-là et ce qui est à développer.

Présidence : Marie-Laure Dioh (Sciences administratives, UQO)

Conférenciers

- *Olivier Lamanque Galarneau, étudiant à la maîtrise, Université de Montréal*

Olivier Lamanque Galarneau complète une maîtrise en sociologie à l'Université de Montréal, où il analyse les processus par lesquels certains militants se reconfigurent en entrepreneurs de coopératives.

Engagé dans le mouvement coopératif québécois, il s'intéresse aux trajectoires militantes et aux formes d'entrepreneuriat collectif comme outils d'émancipation sociale et nationale à travers l'histoire.

Il travaille actuellement comme auxiliaire de recherche à l'Institut international des coopératives Alphonse-et-Dorimène-Desjardins (IICADD).

- *Paul-André Boucher, co-fondateur de Tricofil*

Paul-André Boucher débute comme ouvrier à la Regent Knitting Mills en 1964, devient militant syndical en 1966 puis président du syndicat en 1970 jusqu'à la fermeture de l'usine en 1974.

Il joue un rôle clé dans la reprise collective de l'entreprise en 1975, devenue Tricofil, où il agit comme président du conseil d'administration et directeur général jusqu'en 1977.

Par la suite, il demeure actif dans le mouvement coopératif québécois, notamment par la publication du livre *Tricofil tel que vécu* (1982) et son implication au Comité provincial des coopératives de travail jusqu'en 2002.

- *André Leclerc, retraité de la FTQ*

Né à Salaberry-de-Valleyfield en 1943, André Leclerc a œuvré dans le mouvement syndical pendant quarante ans. Il a notamment dirigé les services de soutien aux luttes et de solidarité internationale de la FTQ. Il est l'auteur d'une biographie de Fernand Daoust, qui fut secrétaire général et président de la centrale syndicale.

- *Louis-Maxime Joly, étudiant au doctorant, Université du Québec en Outaouais*

Actuellement, je travaille sur un projet de thèse visant à développer des réseaux monétaires alternatifs pour aider le développement régional et l'économie sociale, sous la direction de Mathieu Perron-Dufour à l'UQO. Il est question de dépasser les projets de monnaies locales complémentaires pour plutôt créer de véritables monnaies sociales capables de financer un autre type de développement économique plus démocratique et plus écologique.

En plus de mon projet doctoral, j'enseigne en économie au Cégep et à l'Université, selon une vision plus hétérodoxe, institutionnaliste, postkeynésienne et marxienne.

11h00 **Pause**

11h15 **L'autogestion au Québec 1960-2025**

Présidence : Thomas Collombat (Sciences sociales, UQO)

- *Dan Furukawa Marques (Université Laval) // Autogestion et démocratie comme forme de vie : la mouvance autogestionnaire du Québec dans les années 1960-1980*

Titulaire de la [Chaire de leadership en enseignement Alban D'Amours en sociologie de la coopération \(CLEASC\)](#), Dans Furukawa Marques est chercheur associé au [Centre d'études des mouvements sociaux \(CEMS\)](#) de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Paris, et chercheur régulier au [Centre de recherche sur les innovations sociales \(CRISES\)](#). En 2022, il a co-fondé le [Collectif de réflexions et d'interventions sur les transformations et institutions des communs \(CRITIC\)](#).

Inspiré de la phénoménologie politique, ses travaux récents portent sur la construction de communautés coopératives et de subjectivités politiques, ancrées dans le travail collectif, la démocratie participative et l'économie solidaire. Auteurs de quelques articles récents sur l'autogestion et les communs, Dan Furukawa Marques est un chercheur dont la présence est incontournable en raison de ses perspectives historiques et actuelles sur la démocratisation du travail.

Titre : Autogestion et démocratie comme forme de vie : la mouvance autogestionnaire du Québec dans les années 1960-1980

Avec Tricofil, le Québec a connu ce que certains ont appelé « une mouvance autogestionnaire » dans les années 1960-80 à travers l'éclosion de coopératives d'habitation et alimentaires, radios et théâtres communautaires, écoles alternatives et garderies populaires, etc., qui englobaient l'ensemble dimensions et pratiques de la vie quotidienne. Cette communication propose ainsi de penser l'autogestion comme une « forme de vie », au même titre que la démocratie telle que la conçoit John Dewey, ce qui nous permettrait de penser une culture politique de l'autonomie.

- *Isabel Faubert-Mailloux (Réseau COOP) // De Tricofil à aujourd'hui, la coopération du travail au Québec*

Isabel Faubert Mailloux est directrice générale de Réseau COOP – la fédération des coopératives gérées par les travailleurs. Elle œuvre auprès des coopératives de travail depuis 20 ans. Elle se passionne tout spécialement pour la démocratisation des milieux de travail et les processus de participation aux prises de décisions collectives en

entreprise. Elle possède un MBA spécialisée entreprises collectives, un certificat en Gestion des coopératives, un certificat en entrepreneuriat et un baccalauréat en Science politique.

Titre : De Tricofil à aujourd'hui, la coopération du travail au Québec

Partant de l'histoire fondatrice de Tricofil, Isabel retrace le parcours de la coopération du travail au Québec : des premières expérimentations au développement d'entreprises contemporaines de secteurs très variés. Malgré la diversité des secteurs, malgré les générations qui se succèdent, les motivations demeurent les mêmes. Le désir de contrôler les paramètres de son emploi, de créer du sens au travail, d'expérimenter des nouvelles façons de décider ensemble et de démontrer que la démocratie en entreprise est possible. Il sera question des avancées mais aussi des enjeux que rencontrent les coopératives de travail.

12h00 **Dîner**

13h30 **Défis financiers, défis de gestion dans les milieux de travail auto-gérés**

Animation : Alexandre Fournier (Économie sociale Laurentides)

• *Marie-Pierre Boucher (UQO) et Christian Pépin (Université de Montréal) // Retour sur les séminaires « Démocratiser la finance pour démocratiser le travail : passé, présent et avenir au Québec »*

- *Christian Pépin*

Post-doctorant au département de sciences sociales de l'UQO puis à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal, Christian Pépin est à la fois un spécialiste de l'organisation de colloques (Grande Transition, Colloque sur les Emplois verts tenus à l'UQO en 2024) et de l'économie politique comparative. Ses travaux actuels portent sur les rôles des politiques industrielles et des institutions financières publiques au sein du capitalisme « vert », leurs impacts sur le monde du travail et les alternatives de transition juste. Il a notamment publié, avec Mathieu Dufour et Simon Tremblay-Pépin, un article portant sur la « La démocratisation de la finance au Québec » (Interventions économiques, 2024).

- *Marie-Pierre Boucher (UQO)*

Sociologue critique, Marie-Pierre Boucher est professeure au département de Relations industrielles à l'Université du Québec en Outaouais. Ses travaux portent sur la segmentation et les statuts d'emploi, la division sexuelle du travail, la marchandisation des activités sociales, et les politiques sociales, en particulier sur leur fiscalisation et sur l'aide sociale.

Titre : Retour sur les séminaires « Démocratiser la finance pour démocratiser le travail : passé, présent et avenir au Québec »

La recherche d'alternatives financières fait l'objet d'une attention renouvelée, par exemple pour relever les défis de financement d'une transition écologique juste. Comme source d'inspiration, le Québec est souvent vu comme abritant un écosystème financier public, coopératif et syndical plus démocratique qu'ailleurs en Amérique du Nord. Or, l'évaluation des rôles et des limites de ces institutions financières ne fait pas consensus.

En amont du colloque, trois séminaires ont porté sur l'histoire de la finance socialement responsable au Québec et sur les modèles prospectifs de démocratisation de la finance au 21e siècle, à partir de l'expérience vécue à Tricofil. Cette communication présentera les faits saillants de ces trois séminaires, afin d'esquisser les perspectives de transformation de la finance pour démocratiser le travail aujourd'hui.

• *Josiane Saumure (Pôle régional d'économie sociale de Laval) // Les pratiques managériales du care comme réponse aux tensions organisationnelles : éclairages tirés des organisations culturelles dirigées par des femmes.*

Josiane Saumure est agente de recherche à l'École des sciences de la gestion (ESG-UQAM) et adjointe à la direction du Pôle régional d'économie sociale de Laval. Ses travaux portent sur les pratiques managériales du care comme réponse aux tensions organisationnelles, particulièrement dans les organisations culturelles dirigées par des femmes. En mobilisant les théories féministes du care, elle montre comment ces pratiques structurent l'action

collective. Ses recherches mettent en lumière le care comme levier stratégique favorisant inclusion, équilibre et santé organisationnelle.

Titre : Les pratiques managériales du care comme réponse aux tensions organisationnelles : éclairages tirés des organisations culturelles dirigées par des femmes

Cette communication explore comment l'intégration des pratiques managériales du care permet de répondre aux tensions organisationnelles, particulièrement dans les milieux valorisant la solidarité et la justice sociale. S'appuyant sur une recherche menée auprès d'organisations culturelles dirigées par des femmes, l'étude analyse des paradoxes structurels tels que l'équilibre entre créativité et gestion, ou entre charge émotionnelle et performance. En mobilisant les théories féministes du care, l'intervention propose trois contributions majeures : le care comme outil de régulation du travail invisible, sa capacité à naviguer entre les pôles contradictoires des organisations hybrides, et son rôle dans la promotion de la santé organisationnelle. Loin d'être un simple ajout moral, le care est présenté ici comme une véritable stratégie organisationnelle favorisant l'inclusion et une gestion plus humaine du travail.

14h40 Justice et pouvoir

Animation : Isabel Faubert-Mailloux (Réseau COOP)

- *Maxime Quijoux (Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique) // Pérennité et relations de pouvoir au sein des SCOP françaises*

Maxime Quijoux est sociologue et politiste, chargé de recherche au CNRS et membre du Lise. Ses recherches portent sur les mobilisations du travail, le syndicalisme et la démocratie en entreprise. Il est l'auteur de « Néolibéralisme et autogestion, l'expérience argentine » (éditions de l'IHEAL, 2011) et de « Adieux au patronat, lutte et gestion ouvrières dans une usine reprise par ses salariés » (éditions du Croquant, 2018). Il prépare actuellement son Habilitation à Diriger des recherches à partir d'une enquête socio-historique sur le mouvement coopératif français.

Titre : Pérennité et relations de pouvoir au sein des SCOP françaises

Fondées sur le principe « une personne = une voix », les sociétés coopératives et participatives (Scop) apparaissent comme l'un des modèles de démocratie au travail. Détenteurs du capital de l'entreprise, les salariés possèdent un droit unique d'élire la personne qui les dirigent. La présentation se propose d'examiner ce dispositif démocratique à partir d'une analyse mixte – statistique et ethnographique – des mandats de direction dans les Scop. S'inspirant de travaux récents de sociologie politique sur la démocratie participative, il montre que la participation dans les entreprises relève moins d'inclinations « naturelles » des salarié-es – comme le défend la plupart des théories sur la question – que d'une forte personnalisation du pouvoir, y compris parmi des groupes à gestion collective. On reviendra ainsi sur les conditions de cette personnalisation qui ne tient pas tellement des formes d'accaparement du pouvoir, comme on peut aussi trop souvent l'analyser. Celle-ci relève avant d'une quête de stabilisation de l'entreprise: face à des enjeux cruciaux comme l'emploi et le salaire, l'alternance à la direction apparaît en effet comme un choix hautement risqué qu'on tente par tous les moyens d'éviter ou de sérieusement contrôler.

- *Salimata Konate (ESG UQAM) // Reprises collectives et autogestion contemporaine : une exploration des transformations vécues à la lumière de la théorie de la justice sociale de Nancy Fraser*

Salimata Konate est doctorante en administration à l'ESG-UQAM en administration, en spécialisation entreprises sociales et collectives, sous la direction de Valérie Michaud. Elle s'intéresse aux dynamiques qui entourent les reprises collectives dans une perspective de justice sociale ainsi qu'aux modes d'organisation des coopératives de travail. Elle est également chargée de cours à l'UQAM.

Titre : Reprises collectives et autogestion contemporaine : une exploration des transformations vécues à la lumière de la théorie de la justice sociale de Nancy Fraser

S'inscrivant dans la lignée de l'expérience de Tricofil, cette communication explore les formes contemporaines de démocratisation du travail au Québec à travers l'étude de reprises collectives d'entreprises saines. Contrairement aux reprises de crise, ces cas illustrent des transferts vers un modèle de coopérative de travail motivés par la relève entrepreneuriale, où l'autogestion est un choix délibéré plutôt qu'une nécessité de survie. Basée sur une recherche qualitative menée entre 2024 et 2025 auprès de quatre coopératives, l'étude analyse, d'une part, les transformations organisationnelles liées au partage des ressources économiques, du pouvoir, aux pratiques participatives et, d'autre part, les transformations liées à l'identité collective, sous l'angle de la justice sociale. Les résultats démontrent comment ces petites structures (4 membres en moyenne) négocient leur pérennité économique grâce à l'écosystème de l'économie sociale, tout en maintenant des conditions d'emploi conformes à leurs principes. Enfin, la réflexion interroge l'ancrage territorial de ces initiatives, suggérant que l'autogestion à échelle locale participe à la construction de projets de société plus solidaires et émancipateurs.

15h30 **Pause**

15h45 **Trois générations de coopératives : la pérennité des coopératives**

Animation : Mathieu Dionne (Réseau COOP)

Lors du panel, nous questionnerons les coopératives sur les motivations, défis et apprentissages liés aux différentes phases de vie de la coop : la création, le développement et la relève.

La coopérative est un modèle robuste qui survit à ses membres et est pérenne. Comment pouvons-nous nous inspirer des coopératives expérimentées pour améliorer nos pratiques aujourd'hui ? Les coopératives anciennes et toujours en activité ont-elles des enseignements à transmettre sur leur pérennité ? Elles ont survécu au départ de leurs membres fondateurs, aux aléas politiques et économiques, à des crises majeures... Pouvons-nous expliquer cette longévité et cette résilience ? Les coopératives plus jeunes pensent-elles à leur pérennité ? Ont-elles mis en place des actions spécifiques en ce sens ?

Ce panel souhaite explorer différentes facettes de la pérennité des coopératives, qu'elles soient externes ou internes et propres au modèle coopératif.

- Avec des coop Gesta, La ferme la Roquette et l'Atelier Touristique

17h00 **Cocktail**

Expositions : les lignes du temps de la coopération au Québec; Histoire et Archives Laurentides et Centre d'archives populaires // **Projections** : Tissu d'espoir (Ferrisson, 2016) · Tricofil c'est la clé (Brault et Lenoir, 1976)

VENDREDI 6 MARS

9h00 **Accueil et café**

9h30 *Présidence* : Julie Châteauvert (École d'innovation sociale Élisabeth-Bruyère, Université Saint-Paul)

Andres Ruggeri (Universidad de Buenos Aires) // L'expérience de l'autogestion comme démocratisation économique et sortie de la crise de l'emploi. Un regard sur l'expérience argentine des entreprises récupérées

10h15 **Pause**

10h30 **L'économie politique de la démocratisation du travail**

Animation : Marie-Pierre Boucher (Relations industrielles, UQO)

- *Justine Ballon (HEC Montréal) // Transformer les modèles économiques : au-delà de la rentabilité, valoriser la multifonctionnalité des coopératives de travail*

Professeure au département management à HEC Montréal, Justine Ballon est économiste, enseignante-chercheuse-praticienne en économie sociale et en innovation sociale. Suivant une démarche de recherche-action, elle étudie la capacité d'organisations d'économie sociale - alternatives et préfiguratives à porter une transformation sociale et écologique.

Titre : Transformer les modèles économiques : au-delà de la rentabilité, valoriser la multifonctionnalité des coopératives de travail

Cette communication propose de repenser les modèles économiques des coopératives de travail à travers le prisme de la théorie de la multifonctionnalité. Face aux pressions du système capitaliste qui réduit souvent la production coopérative à une logique marchande et concurrentielle, Justine Ballon suggère d'analyser ces organisations selon plusieurs fonctions socioproductives complémentaires : marchandes, publiques, communautaires, mutualistes, environnementales et territoriales. S'appuyant sur des recherches-actions et des études de cas comparés entre la France et le Québec, cette approche institutionnaliste vise à valoriser la richesse réelle des coopératives au-delà de la simple rentabilité monétaire. En considérant ces différentes dimensions, le cadre théorique offre une nouvelle grille d'analyse pour renforcer la robustesse et la soutenabilité politique, sociale et écologique des coopératives, tout en proposant des pistes concrètes pour naviguer dans le contexte actuel de crises sociales et démocratiques.

- *Simon Tremblay-Pepin (Université Saint-Paul) // De Tricofil à la société autogestionnaire*

Simon Tremblay-Pepin est professeur à l'École d'innovation sociale Élisabeth-Bruyère de l'Université Saint-Paul. Il est politologue et économiste. Ses intérêts de recherche sont l'économie politique postcapitaliste, la critique des médias et des relations publiques et les finances publiques du Québec et du Canada.

Titre : De Tricofil à la société autogestionnaire

Cette conférence propose de dépasser la vision pessimiste entourant l'héritage de Tricofil, souvent réduit à un échec par ses détracteurs, pour réhabiliter l'autogestion comme projet politique global. Simon Tremblay-Pepin soutient que l'expérience de Tricofil est avant tout une démonstration extraordinaire de la longévité d'une structure autogérée d'envergure au Québec. L'intervention défendra l'idée que l'autogestion ne peut se limiter à un simple mode de gestion organisationnel local sous peine de s'étioler. Pour fleurir à long terme, elle doit s'inscrire dans une volonté de transformation sociale profonde visant l'avènement d'une société autogestionnaire. En s'appuyant sur cette perspective, la communication invitera à repenser les liens entre les pratiques de terrain et les aspirations politiques de changement systémique.

- *Myriam Michaud, Olivier Rafélis de Broves, Dan Furukawa Marques et Luc K. Audebrand (CRISES) // Communaliser l'entreprise : la coopérative multisociétaire comme véhicule de démocratisation du travail et des communs productifs au Québec et des communs productifs au Québec*

- *Myriam Michaud* est professeure en entrepreneuriat social à l'Université TÉLUQ. Ses travaux de recherche et ses projets d'enseignement portent sur la création, la gestion et la gouvernance des entreprises d'économie sociale. Elle s'engage depuis plusieurs années dans le mouvement de l'économie sociale à titre de formatrice, administratrice et conférencière.
- *Olivier Rafélis de Broves* est doctorant en sociologie à l'Université Laval. Croisant les perspectives de la sociologie économique, du travail et de la coopération, il s'intéresse aux modèles économiques alternatifs. Sa thèse porte sur le potentiel du modèle coopératif pour émanciper le travail dans les entreprises de plateforme numérique.

- *Dan Furukawa Marques* est professeur agrégé au Département de sociologie de l'Université Laval. Il a notamment co-dirigé les ouvrages *L'Amérique latine en transformation. Mobilisation et citoyenneté* (PUM, 2024) et *New Democratic Initiatives in 21st Century Authoritarian Latin America* (Rowman & Littlefield, 2025) et dirigé l'ouvrage *Politique des communs. Expérimenter, transformer, instituer* (PUL, à paraître en 2026).
- *Luc K. Audebrand* est professeur en entrepreneuriat et management responsable à FSA Laval. Il est cotitulaire du Réseau de recherche en économie sociale et solidaire (RRESS) et directeur scientifique de la Démarche en engagement social de l'Université Laval. Ses travaux portent sur la création, gestion et gouvernance des organisations alternatives (coopératives, communs, initiatives post-croissance).

Titre : Communaliser l'entreprise : la coopérative multisociétaire comme véhicule de démocratisation du travail et des communs productifs au Québec

Cinquante ans après l'expérience de Tricofil, cette communication analyse les coopératives de solidarité (CS) au Québec comme vecteurs de démocratisation du travail et de création de « communs productifs ». En s'appuyant sur une recherche empirique menée auprès de 71 coopératives, l'étude examine comment ce modèle multisociétaire intègre diverses catégories d'acteurs (travailleurs, usagers, membres de soutien) dans la copropriété et la codécision économique. Les résultats révèlent que si le pluralisme institutionnalisé des CS favorise une démocratisation capillaire en ouvrant la gouvernance à la communauté, l'équilibre des pouvoirs reste un défi : les travailleurs demeurent les plus impliqués, tandis que l'inclusion des autres types de membres reste parfois instrumentale. En croisant l'héritage de l'autogestion ouvrière et les théories contemporaines des communs, les chercheur·euses proposent une lecture critique de ce modèle hybride. Ils et elles soulignent son potentiel pour expérimenter de nouvelles formes de démocratie économique au carrefour des mouvements territoriaux et de la transition socioécologique.

11h30 **Pause**

11h45 *Animation : Jacques L. Boucher (UQO)*

- *Anna Kruzynski (Université Concordia) // Démanteler le capitalisme, un brin à la fois : aperçu des pratiques économiques émancipatrices en jeu au Bâtiment 7*

Anna Kruzynski est militante et professeure à l'École des affaires publiques et communautaires à l'Université Concordia. Elle s'intéresse à l'action communautaire autonome, aux pratiques féministes, libertaires et queers radicales ainsi qu'aux processus de transition vers une société postcapitaliste. En 2023, elle a publié une anthologie de ses meilleurs textes, aux Éditions du remue-ménage, intitulée *Quartier en lutte : Récits féministes et libertaires*.

Titre : Démanteler le capitalisme, un brin à la fois : aperçu des pratiques économiques émancipatrices en jeu au Bâtiment 7

Cette communication explore le projet du Bâtiment 7 à Pointe-Saint-Charles, un espace de 9 200 m² soustrait à un promoteur capitaliste à l'issue d'une lutte de neuf ans, puis transformé en pôle d'économie autogérée et solidaire. Anna Kruzynski, chercheuse engagée et cofondatrice du projet, y analyse la manière dont ce lieu fait vivre des pratiques économiques émancipatrices, en porte-à-faux avec les formes capitalistes qui exploitent et oppriment. L'intervention présentera des exemples concrets, tels que la réorganisation du travail centrée sur le bien-être, la participation des travailleur·euses à la gestion des surplus, le renouvellement des communs et la mise en œuvre de transactions éthiques. En s'appuyant sur des données empiriques, l'analyse mettra en lumière l'émergence d'une économie postcapitaliste fondée sur l'aide mutuelle, l'autonomie collective et la justice sociale, offrant ainsi un aperçu d'une société où le vivre-ensemble constitue le cœur du projet.

- *Cristian Cabrera van Cauwlaert (Université d'Ottawa) // Les entreprises récupérées face à l'impératif de la « reconversion ». Crise ou transformation?*

Cristian Cabrera van Cauwlaert est doctorant en anthropologie à l'Université d'Ottawa. Ses recherches portent sur les espaces de production en crise et sur les pratiques déployées par leurs occupants pour faire face à ces situations.

Titre : Les entreprises récupérées face à l'impératif de la « reconversion ». Crise ou transformation ?

Si, au début du XXI^e siècle, les récupérations d'entreprises se comptaient par centaine, sous la présidence de J. Milei, seules trois ont été concrétisées. Le déclin du mouvement des entreprises récupérées coïncide avec l'essor de stratégies individuelles face au chômage, telles que le pluriemploi. Dans la présente communication, Cristian Cabrera van Cauwlaert aborde la crise des entreprises récupérées à partir de la perspective de la reconversion, en s'appuyant sur l'expérience située de la Cooperativa Gráfica Chilavert. La reconversion est entendue ici comme une nouvelle étape dans l'évolution de ces unités productives, succédant aux phases de restructuration et de consolidation. Après avoir présenté l'entreprise et situé ces différentes étapes dans sa trajectoire, la communication analysera la manière dont la reconversion est appréhendée dans cet espace, entre la prudence d'associés proches de la retraite et l'incursion de propositions productives portées par des acteurs externes. Les notions d'hétérotopie et d'autonomie seront mobilisées afin d'examiner comment ces dynamiques reconfigurent le rapport au travail et aux espaces autogérés.

12h20 **Dîner**

13h30 **Les coopératives forestières au Québec**

Animation : Gaëlle Crête (Conseil québécois de la coopération et de la mutualité – CQCM)

• *Robert Laplante (Institut de recherche en économie contemporaine) // Les coopératives forestières*

Docteur en sciences sociales (sociologie économique) et diplômé de l'École normale supérieure de Cachan (Paris), Robert Laplante est directeur général de l'Institut de recherche en économie contemporaine. Il a publié plusieurs ouvrages et de nombreux rapports de recherche dans divers domaines de l'économie politique et dans le champ de l'analyse des politiques publiques (voir notamment www.irec.quebec). Il s'intéresse plus particulièrement aux enjeux du développement forestier en lien avec les économies régionales.

Titre : Les coopératives forestières

Cette communication retrace l'épopée de la coopération forestière au Québec, née durant la colonisation des années 1930-1940. Robert Laplante analyse comment des colons, cherchant à s'affranchir du salariat, ont mutualisé leur travail pour fonder les premières coopératives forestières, portées par la vision théorique d'Esdras Minville. Ce modèle ambitieux visait la création d'une filière intégrée et non productiviste, où la forêt servait de levier d'équilibre pour les économies régionales. Cependant, sous la pression des grandes compagnies, le pouvoir politique a refusé aux coopératives le statut de concessionnaire, les enfermant dans une logique de sous-traitance captive. En examinant l'échec de cette ambition d'autonomie face au règne du productivisme qui a mené le patrimoine forestier au déclin, l'intervention invite à revisiter les leçons de ces pionniers pour réinventer aujourd'hui la gestion des ressources et la vitalité des collectivités locales.

• *Jacques L. Boucher (UQO) // Les coopératives forestières : une percée dans l'hégémonie État-industrie?*

Professeur retraité de l'UQO et membre actif du CRISES, Jacques L. Boucher poursuit des travaux sur l'évolution de la société québécoise, les mouvements sociaux, la forêt et le logement à partir de la position des mis de côté, des oubliés, des humbles...

Titre : Les coopératives forestières : une percée dans l'hégémonie État-industrie ?

Cette communication analyse l'émergence et l'évolution des coopératives forestières comme formes de résistance à l'hégémonie historique du couple État-industrie dans l'exploitation des ressources au Québec. Jacques Boucher situe d'abord la naissance de ces « syndicats cadre de vie » dans les années 1930, portés par l'Union catholique des cultivateurs pour offrir une alternative aux agriculteurs dépendants de l'industrie forestière. L'exposé retrace l'élargissement de leur action, passant de la récolte de bois à la sylviculture et à l'aménagement, dans une perspective de plus en plus axée sur la conservation environnementale. Enfin, l'intervention discute de la portée émancipatrice de ce modèle organisationnel face à un système d'extraction intensif, questionnant sa capacité à briser les structures de dépendance pour favoriser une gestion du territoire centrée sur les besoins des collectivités locales.

- *Steeve St-Gelais, Président de Boisaco et du Groupe Boisaco*

Originaire des Escoumins, Steeve a obtenu un Baccalauréat en Science comptable de l'Université du Québec à Chicoutimi en 1994. Il s'est joint à l'équipe de Boisaco la même année en tant que chef comptable.

Au fil des années, il a occupé et occupe toujours diverses fonctions connexes au sein d'organismes ou entreprises associés au groupe parmi lesquelles Boisaco, Ripco et Intrafor. Il a également assuré la présidence de COFOR et du CCFQ (Conférence des coopératives forestières du Québec, devenue en 2005 la FQCF – Fédération québécoise des coopératives forestières) pour finalement en arriver au poste de Président de Boisaco et du Groupe Boisaco qu'il occupe actuellement depuis 2010.

Titre: Boisaco, une coopérative citoyenne

Depuis 1985, le Groupe Boisaco incarne un modèle d'entreprises de coopération citoyenne ancré dans son territoire. Né à Sacré-Cœur d'un refus collectif de voir disparaître une activité essentielle, le groupe s'est construit sur une formule unique de coopération et de partenariat.

Sa structure repose sur l'implication directe des travailleurs au sein de 3 coopératives, aux côtés de citoyens investisseurs. Près de 300 travailleurs membres et 800 citoyens participent ainsi à une gouvernance fondée sur la concertation et la recherche du consensus. Les travailleurs, peu importe leur statut, prennent part aux grandes orientations et au partage des bénéfices, tout en assumant des responsabilités entrepreneuriales concrètes.

Le modèle s'appuie sur une vision à long terme, l'ancrage territorial et la prévention des conflits. Dans un secteur forestier cyclique et exigeant, le groupe a développé un complexe industriel intégré qui valorise toutes les parties de l'arbre et diversifie ses productions.

Avec des centaines d'emplois directs et des retombées économiques majeures entièrement réinvesties dans le milieu, le Groupe Boisaco démontre qu'il est possible d'allier performance économique, développement durable et engagement collectif.

14h30 **Pause**

14h45 *Animation : Olivier Lamanque Galarneau (IICADD)*

- *Alexandre Michaud // L'innovation financière en entrepreneuriat collectif pour favoriser l'autogestion*

Alexandre Michaud est étudiant au doctorat en innovation sociale à l'Université Saint-Paul. Travaillant actuellement dans le secteur de l'économie sociale, il est chercheur-praticien avec le Centre de recherche sur les innovations et les transformations sociales (CRITS). Ses recherches portent sur la gestion des entreprises à finalité sociale ainsi que sur l'histoire des organisations autogestionnaires et coopératives au Québec.

Titre : L'innovation financière en entrepreneuriat collectif pour favoriser l'autogestion

Dans un contexte où la réduction du soutien public pousse les organisations sociales à diversifier leurs sources de financement, cette communication examine les tensions entre pérennité financière et finalité sociale. L'étude de cas de la Société de développement de l'Est (SDE) permettra d'analyser comment une organisation peut surmonter des contraintes de ressources en développant des innovations financières hybrides (investissement d'impact et

philanthropie). La SDE, qui gère des logements hors marché à fort impact écologique, utilise ces mécanismes pour créer des espaces d'autogestion en région et favoriser la démocratisation du territoire. L'intervention montrera comment la création de structures dédiées au financement permet aux organisations d'économie sociale d'établir leurs propres règles du jeu et d'atteindre un changement d'échelle. Enfin, la présentation abordera les limites de cette approche pour soutenir les organisations autogestionnaires et identifiera les contextes les mieux adaptés à son application.

- *Colin L'Ériger (FTQ) // Le logement syndical*

Colin L'Ériger est conseiller syndical au service de la recherche à la FTQ depuis 2014. Il détient un baccalauréat en journalisme de l'UQAM ainsi qu'une maîtrise en administration publique et en politiques publiques de l'Université Concordia.

Titre : le logement syndical

Cette communication aborde la crise de l'habitation au Québec comme un vecteur majeur d'inégalités sociales, affectant directement la qualité de vie des travailleurs et des travailleuses. Face à l'augmentation des évictions et de la précarité, Colin L'Ériger interroge le rôle historique et futur des organisations syndicales en habitation. En s'appuyant sur des existants ainsi que sur la capacité d'innovation démontrée par la FTQ avec des outils comme le Fonds de solidarité, l'intervention pose une question fondamentale : qu'est-ce que le syndicalisme entend faire pour aider à la solution du problème de l'habitation ?

- *Oli Turcotte (La Couverte, Construction Communautaire) // Démocratiser à contre-courant : une étude de cas sur les défis et ouvertures de l'autogestion dans le secteur de la construction au Québec*

Oli Turcotte est au doctorat en innovation sociale à l'Université Saint-Paul et s'intéresse à allier le militantisme et la recherche. Il s'intéresse plus spécifiquement aux communs, aux pratiques sociales instituées et à la démocratisation du milieu du travail.

- *Catherine Parent* est cofondatrice et coordonnatrice générale de La Couverte Construction Communautaire.
- *Vincent Tremblay* est vice-président au conseil d'administration de La Couverte Construction Communautaire et poursuit des études à la maîtrise en sciences régionales et territoriales à l'UQAR.

Titre : Démocratiser à contre-courant : une étude de cas sur les défis et ouvertures de l'autogestion dans le secteur de la construction au Québec

Cette communication propose un éclairage original sur la démocratisation du travail dans un secteur où l'imaginaire autogestionnaire est peu commun : la construction. À travers l'étude de cas de la coopérative de solidarité La Couverte Construction Communautaire, située au Bas-Saint-Laurent, cette présentation croise les regards de praticiens et de la recherche. La première partie exposera le contexte de création et les missions de la coopérative, notamment son projet d'innovation sociale visant à démocratiser la construction à l'échelle régionale par un comptoir de matériaux de seconde main. La seconde partie analysera les défis démocratiques, financiers et sectoriels rencontrés par cette initiative « à contre-courant ». En mobilisant le concept de « commun », l'intervention vise à nourrir une réflexion globale sur les obstacles au déploiement de l'autogestion et à enrichir l'imaginaire collectif par un exemple concret de résistance anticapitaliste dans un milieu technique et non traditionnel.

Comité d'organisation

Marie-Pierre Boucher, UQO et Pôle UQO du CRISES
Jacques L. Boucher, UQO et Pôle UQO du CRISES
Paul-André Boucher, Co-fondateur de Tricofil
Julie Châteauvert, École d'innovation sociale Élisabeth-Bruyère USP
Ismen Codo, UQO et Pôle UQO du CRISES
Thomas Collombat, UQO et Pôle UQO du CRISES
Marie-Laure Dioh, UQO et Pôle UQO du CRISES
Isabel Faubert Mailloux, Réseau Coop
Alexandre Fournier, Économie sociale Laurentides
Olivier Lamanque-Galarneau, UdM et IICAAD
André Leclerc, retraité FTQ

Partenaires

Association canadienne d'études du travail et du syndicalisme (ACETS) / Canadian Association for Work and Labour Studies (CAWLS)

Caisse d'économie solidaire

Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) // Fonds de recherche du Québec

- Pôle UQO
- Axe de recherche Travail et emploi

Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada)

Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Conseil central des syndicats nationaux des Laurentides (CSN)

Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL)

Économie sociale Laurentides

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Fonds de solidarité FTQ

Réseau COOP

Réseau de recherche en économie sociale et solidaire (RESS)

Université du Québec en Outaouais (UQO)

- Rectorat
- Décanat de la recherche et de la création,
- Département de relations industrielles,
- Service des technologies de l'information
- Service des terrains et bâtiments
- Service des finances

Université Saint-Paul

- École d'innovation sociale Élisabeth-Bruyère

Graphisme : Valérie Yobé (ÉDAC, UQO et Pôle UQO du CRISES)